

# Cercle International

pour la Promotion de la Création



## Rapport 2003

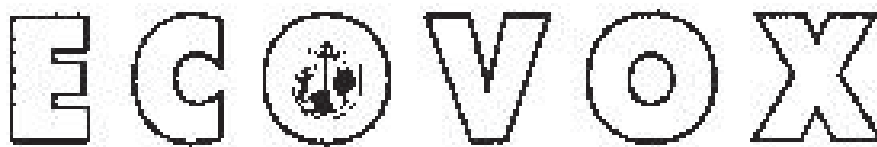
# Qui sommes -nous ?

*Le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE), ONG d'obédience chrétienne et de droit camerounais, est né dans les années 90, dans une Afrique en pleine effervescence démocratique mais profondément marquée par une crise sociale, morale, économique, culturelle, spirituelle et environnementale. Dès ses débuts, le CIPCRE s'est donné pour mission d'amener les populations, hommes et femmes, à prendre en charge leur propre développement en relation avec la problématique écologique prise dans un sens large. La volonté étant ainsi de contribuer à la construction en Afrique d'une société fondée sur les valeurs évangéliques, c'est-à-dire une société démocratique, juste, équitable, humaine, saine et verte.*

*Dans sa zone d'intervention, qui couvre l'Afrique Centrale et Occidentale, à travers les deux Bureaux Nationaux au Cameroun et au Bénin, le CIPCRE s'est rapidement lancé dans des pratiques sociales touchant le monde rural, le monde urbain, l'univers scolaire et universitaire, les milieux religieux, bref tous les lieux susceptibles de faire incarner «l'écologie» en tant que promotion de la vie dans sa globalité.*

Visitez notre site : [www.cipcre.org](http://www.cipcre.org)

Ce rapport est produit et distribué en collaboration avec



*le magazine de l'écologie et du développement durable*

## RAPPORT 2003

### Directeur de Publication :

- Jean-Blaise KENMOGNE

### Conseiller à la Publication :

- Reto GMÜNDER

### Rédacteur :

- Eugène FONSSI

### Ont collaboré à cette publication :

- Valentin MOUAFO

- Samuel SOFFO▲

- Férencide MASSA

- Mary MBAFOR

- Mirabelle DAMTSE

- Roger KOUAM

- Lazare NALOUSSI DIESSE

- Elidja ZOSSOU

- Paulin Jésusin DOSSOU

- Barka Chabi GUENOUKPA

- Sabine TOUNGAKOUAGOU

### Mise en ligne :

Remy ABBO

### Secrétariat :

- Lucie Delaure NGANI

- Virginie Cécile SONEGUENG

### Imprimerie :

MARANATHA PRESS CENTER

## SOMMAIRE

Avant propos .....	1
Contexte général d'intervention ....	2
Promotion des initiatives locales de développement .....	3
Communication pour le développement .....	10
L'éducation relative à l'environne- ment en milieu scolaire .....	12
Foi et action sociale .....	15
Genre et développement .....	18
Nos stratégies et nos ressources .....	21
Pour conclure .....	26
Le CIPCRE à votre service .....	27
Liste des abréviations .....	28

# Avant -Propos

## Cap sur l'avenir



**Maryse QUASHIE**  
*Présidente  
du Conseil  
d'Adminis-  
tration*

(CIPCRE). Le fait est important pour passer inaperçu : en effet, si six années séparent le premier rapport de cette envergure du deuxième, une seule année sépare le deuxième de celui que vous avez entre les mains. C'est dire que du côté de l'exécutif de cette organisation, les choses bougent et... dans le bon sens.

Du côté du lecteur, une habitude est certainement en train de se mettre en place. Dorénavant, il s'attendra à découvrir chaque année, les avancées enregistrées par le CIPCRE dans les différents chantiers de l'écologie et du développement durable. Le pari de la régularité des rapports, s'il est difficile à tenir, n'est pas impossible. Il suffit que l'exécutif y mette toute la volonté et tout le talent que nous lui connaissons et le tour sera joué.

Je suis heureuse, une fois de plus, et ce, pour la deuxième année consécutive, de signer l'avant-propos du rapport du Cercle International pour la Promotion de la Création

Au terme de l'an 2 du PAQ 2002-2006, un travail de titan a été abattu dans les zones d'intervention qui sont celles du CIPCRE : dans le monde rural, en ville, dans les établissements scolaires et même dans le nouvel espace dénommé société civile. Au Cameroun et au Bénin, le CIPCRE est connu et reconnu pour son rôle d'impulsion de développement non seulement par ses partenaires sur le terrain, mais également par des structures étatiques, des organisations sœurs et surtout les réseaux dans lesquels il opère. La dynamique de réseau, à n'en pas douter, constitue aujourd'hui une voie d'avenir qu'il faudra explorer et promouvoir. La société civile que nous bâtissons ne peut véritablement émerger et se consolider que si elle repose, entre autres, sur une logique de réseautage bien comprise.

Au fil des pages du présent rapport, l'on mesurera toute la détermination mise par toute l'équipe du CIPCRE dans l'exécution de ses activités. Je voudrais ici l'en féliciter et l'inciter à continuer dans cette voie. Je sais que d'autres défis l'attendent, à l'instar de celui de la refondation du CIPCRE, suite aux nombreux bouleversements observés dans son environnement interne et externe. L'organisation annoncée d'un atelier sur son avenir au courant de l'année prochaine est à cet égard un indicateur de la volonté de changement qui anime l'ensemble de l'organisation.

# C

# ontexte général d'intervention

Dans une lettre ouverte au Ministre de la Communication du Cameroun, le Cardinal Christian Tumi affirme : *«La paix n'est pas le silence coupable du pauvre et de l'opprimé. L'injustice met en danger la paix désirée par tous. Ce n'est pas parce que les pauvres de ce pays sont sans voix et se taisent qu'ils sont d'accord avec vous. Non. La paix est construite [...] sur la solidarité, le respect de la dignité humaine et de la différence, sur l'amour de la vérité. N'oublions jamais que la politique est une entreprise morale où le bien doit être fait et le mal évité. La guerre est toujours un mal à éviter à tout prix. Evitons-la. Il faut toujours le dialogue et l'humilité et beaucoup de nos problèmes sociaux seront réglés sans violence»*. Par cette sortie médiatique remarquée, l'éminent homme d'Eglise met en garde les tenants du pouvoir contre les dérives qui les guettent en permanence, levant du coup un pan de voile sur deux préoccupations majeures de l'année qui s'achève : la justice et la paix.

Au soir de l'année 2003 en effet, l'environnement global reste encore plombé par les affres de la guerre. Les opinions publiques en Afrique sont tenues en haleine par la crise irakienne, la situation politique chaotique en Côte d'Ivoire, les tribulations de la Centrafrique soumise à la dure loi du changement de régime par les armes. La paix ici et là reste l'otage de la frénésie militariste des uns et de l'obsession pouvoiriste des autres.

Sur le front économique, la situation des finances publiques est préoccupante. Au Cameroun les institutions de Bretton Woods font peser de nouvelles menaces sur le franchissement du point d'achèvement de l'initiative PPT. Raisons invoquées : les retards de versements accusés par le Trésor Public et l'insuffisance de projets éligibles à cette initiative. En Centrafrique, le Trésor Public n'ar-

rive pas à payer leurs salaires aux fonctionnaires malgré les promesses tonitruantes de la nouvelle équipe à son entrée en fonction. Ici comme ailleurs, la lutte contre la pauvreté génère de profondes frustrations chez les pauvres si elle n'aggrave pas l'injustice dont ils sont victimes.

L'année sociale est secouée par les affaires et une insécurité rampante. Prise dans la spirale de la mondialisation, l'Afrique se débat dans les réseaux mafieux des relations avec la France. L'affaire Elf fait trembler plus d'un dirigeant dans les pays du golfe de Guinée. En cause, plus de 200 milliards de francs CFA détournés. Au Cameroun comme en Côte d'Ivoire, les actes de criminalité se sont multipliés culminant ici avec l'assassinat du journaliste français Jean Héléne, là avec le meurtre d'enseignants d'université. Les délestages d'énergie électrique à répétition ont favorisé la prolifération de ces actes dans les grandes villes camerounaises.

L'espoir en cette fin d'année fortement mouvementée vient de Vanivax, vaccin thérapeutique contre le SIDA mis au point par le Professeur Victor Anomah Ngu. L'espoir est aussi suscité par la Conférence Internationale de l'Application de la Législation Forestière et la gouvernance en Afrique (AFLEG) tenue au Cameroun et visant à l'amélioration de la gouvernance et l'application des lois dans le secteur forestier en Afrique. Les raisons d'espérer viennent enfin du Sommet Africités 3, plateforme du dialogue sur la décentralisation et le développement local organisée à Yaoundé.

C'est dans ce contexte mouvementé mais traversé par la recherche de la justice et de la paix que le CIPCRE a travaillé en 2003, avec, pour objectifs, d'apporter sa contribution, si modeste soit-elle, à l'émergence d'un monde meilleur.

# Promotion des initiatives locales de développement

*Le développement «clés en mains» est de plus en plus suspecté comme une injure à l'intelligence des populations. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous considérons les initiatives qui émanent de la base comme le ferment d'un développement authentique qu'il faut accompagner et promouvoir. En 2003, nous sommes restés fidèles à ce credo en ville comme à la campagne.*

Dans les deux pays où nous intervenons, nous avons accompagné nos partenaires dans



*Réunion de sensibilisation sur le site du GICABIO*

l'assainissement de leur cadre de vie et de travail, la conservation des espèces végétales et le reboisement des terres marginales, la promotion

d'une agriculture durable et des initiatives de développement à la base ainsi que le renforcement de leurs capacités.

## AL'ASSAUT DE L'INSALUBRITE URBAINE

C'est un secret de Polichinelle : nos villes sont devenues la proie d'une insalubrité rampante. En 2003, nous sommes montés à l'assaut des ordures ménagères à Bafoussam au Cameroun en apportant régulièrement des appuis technique et financier à la planification et au suivi des activités des 5 GIC de composteurs ; à la gestion des conflits en leur sein ; à leur collaboration avec le Service Provincial du COOP/GIC ; à leur formation en te-

nue simplifiée des cahiers de caisse ; à la recherche des financements complémentaires auprès des bailleurs de fonds et à 2 auto-évaluations de leurs activités. Nous les avons accompagnés dans l'organisation de 11 sensibilisations auprès des ménages de 4 quartiers. Un répertoire des organisations intervenant dans l'assainissement de la ville a été élaboré. Nous avons en outre animé 4 rencontres des délégués de GIC.

Les activités réalisées ont permis d'amener 450 ménages à participer au processus d'assainissement de leur cadre de vie, soit en transportant les ordures ménagères jusque dans les sites de compostage, soit en contribuant financièrement à l'activité de collecte.

Au total, les GIC ont produit 2 871 sacs de compost, traitant ainsi 718 tonnes d'ordures ménagères. 5 projets ont été financés par le Programme d'Appui aux Capacités Décentralisées de Développement Urbain (PACDDU) au bénéfice de 5 GIC pour un montant total de F CFA 6 500 000. Le financement a permis d'acquérir du petit matériel neuf de collecte des ordures ménagères et d'améliorer leurs stratégies de sensibilisation. Dans la même lancée, 12 membres de GIC dont 7 femmes ont pris part à différentes formations offertes par le PACDDU. 3 GIC ont initié des contrats de contribution avec les ménages dans leurs quartiers.

## Le PACDDU

Projet de coopération entre le Cameroun et l'Union Européenne, le Programme d'Appui aux Capacités Décentralisées de Développement Urbain (PACDDU) concerne 5 villes intermédiaires de moyen exercice : Bafoussam, Bamenda, Foumban, Maroua et Ngaoundéré. La durée de vie de ce programme est de 5 ans, du 1<sup>er</sup> Décembre 2001 au 30 Novembre 2006. Il a pour but d'améliorer durablement les conditions de vie et d'activités des populations urbaines par la réalisation d'investissements appropriés et par le renforcement des capacités décentralisées dans ces villes.

Les objectifs du PACDDU sont d'une part accroître, dans le cadre de la bonne gouvernance, les capacités de programmation et de gestion urbaine et d'autres parts renforcer la participation des populations au développement local urbain. Ses principaux bénéficiaires sont : les communes urbaines, la société civile et les services déconcentrés de l'Etat. Ses activités sont organisées autour de trois volets : le volet «*Institution Communale*», le volet «*Investissement*» et le volet «*Participation et Concertation*».

A terme, les activités mises en œuvre doivent avoir permis d'atteindre les résultats suivants :

- L'amélioration des capacités de maîtrise d'ouvrage communale ;
- La réalisation d'équipements collectifs urbains ;
- Le renforcement des organisations de la société civile ;
- Le développement de l'approche participative.

Pour atteindre ces résultats, le PACDDU entend accompagner ces communes dans un processus de renouvellement des ressources humaines en encourageant le départ à la retraite de certains cadres et le recrutement d'un personnel plus jeune et compétent, apte.

## GESTION DES REBUTS METALLIQUES ULTIMES : POUR UNE POLITIQUE CONCERTEE

Au Bénin, nous avons mené des activités d'investigation, organisé un séminaire-atelier sur la gestion des rebuts métalliques et donné un appui à leur évacuation. Les investigations démarrées en 2002 se sont poursuivies au plan local dans la perspective de déterminer un site susceptible d'accueillir, à titre transitoire, les rebuts métalliques. Plusieurs séances de travail se sont tenues entre les artisans, la Direction des Services Techniques de Porto Novo et nous.

Face à la difficulté de déterminer ledit site, nous avons organisé un séminaire atelier pour amener les différents acteurs (artisans, structures étatiques déconcentrées) à mettre en place une politique en matière de gestion des rebuts.

Pour le système de collecte et de valorisation des rebuts métalliques artisanaux :

- à la charge des artisans, les rebuts sont mis en lamelles, stockés dans des bacs appropriés et acheminés, aux jours fixés, vers des points de regroupement préalablement identifiés ;
- à la charge des communes, les rebuts sont collectés des points de regroupement et transférés au site d'entreposage et de valorisation à Gouako-Kotoklomé dans la Commune d'Akpro-Missérétié ;
- à la charge des différents acteurs (Communes, CIPCRE, Etat), le site d'entreposage est aménagé, les rebuts y sont entreposés et travaillés (tri, compactage) pour être cédés aux industries nigérianes directement ou par le biais des collecteurs d'Ataké.

Pour la gestion et le suivi du système, il a été mis en place un Comité de 11 membres dénommé Comité Intercommunal de Gestion des Rebutés Métalliques, en abrégé CIGeRM

et structuré en 3 organes : un Bureau dont le CIPCRE assure le Secrétariat ; un Sous-Comité de Collecte et un Sous-Comité de Gestion du site.

L'appui à l'évacuation des rebuts métalliques des communes d'Adjarra, d'Akpro-Misséré et de Porto-Novo a consisté en la facilitation de l'identification des points de regroupement par les artisans dans les 3 communes et la transmission de l'avis de projet à l'Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE) pour déterminer le type d'Etude d'Impact Environnemental (EIE) approprié à l'opération en perspective à Gouakotoklomé. La réponse est attendue mais des



*Gestion des rebuts métalliques ultimes* se créent au jour le jour sur le terrain.

contacts ont été pris pour amener les récupérateurs revendeurs à acheter les rebuts artisanaux qu'ils replacent dans de nouveaux circuits de récupération qui

## PROJETS PERSONNALISES

L'appui à l'évacuation des rebuts métalliques ultimes s'est accompagné par un soutien à l'amélioration du cadre et des conditions de vie et de travail des artisans. Ainsi nous avons animé 5 classes d'alphabétisation fonctionnelle en langue Gun dans 4 localités, à raison de 2 séances de 2 heures par semaine. Face à l'irrégularité des apprenants, nous avons mené une enquête pour en déterminer les causes. Les suggestions recueillies nous ont permis de créer 3 nouveaux centres plus proches des apprenants.

Sur la base de la situation initiale établie en 2002 en matière de cadre d'hygiène et de sécurité au travail, 12 maîtres artisans et 8

apprentis ont été entretenus sur des thèmes relatifs à leurs cadres de vie (hygiène alimentaire, corporelle, vestimentaire et de l'habitat). Des suggestions ont été recueillies à partir desquelles 20 projets personnalisés ont été élaborés et un calendrier d'animation monté.

Nous avons appuyé l'organisation par l'équipe départementale du Programme National de lutte contre le SIDA (PNLS) d'une séance d'information, d'éducation et de communication sur le VIH/SIDA à l'attention des artisans et de leurs épouses. C'est ainsi que 60 artisans et leurs 44 épouses ont été informés sur la cause, les manifestations, les modes de contagion et les moyens de protection de la pandémie.

Quant à leurs demandes d'appui pour la réalisation de leurs projets relatifs à l'hygiène et la sécurité au travail, nous en avons reçu 28 nouvelles que nous avons étudiées suivant le canevas du manuel d'intervention. 16 ateliers ont été construits ou réhabilités, 6 dossiers ont reçu l'accord de financement mais n'ont pas pu être réalisés pour des raisons diverses (défaut de contrepartie, besoin de départ minimisé, décès) ; 2 dossiers sont restés sans suite ; 4 dossiers sont en cours d'étude.

## CONSERVER LES ESPECES VEGETALES ET REBOISER DES TERRES MARGINALES : POUR RENFORCER L'UNITE ET L'INTEGRITE DE LA CREATION

Nous avons porté une attention particulière aux espèces végétales et aux terres menacées dans leur intégrité. Ainsi, avons-nous participé à 4 espaces de promotion des plantes médicinales à Bangang, Bamendjo, Bahouan et Bangangté ; produit et diffusé, 1 544 plants d'espèces médicinales, 1 729 sachets de tisane et 75 brochures ; collecté des informations scientifiques sur *Euphorbia Hirta* et des données sur les maladies des plantes médicinales, réfectionné le séchoir de Banengo à Bafoussam ; organisé 3 sessions

de formation sur la multiplication végétative des arbres fruitiers médicinaux locaux au profit des paysans de Bansa ; appuyé techniquement l'unité de propagation des fruitiers locaux et médicinaux de Bandjoun ; donné des appuis en semences en pots et conseils techniques aux paysan(ne)s pour la production de 17 000 plants d'arbres ; organisé une session de formation pour 23 novices en apiculture à Bamendjo ; encadré un étudiant de l'Université de Dschang pour la réalisation de son mémoire sur les pépinières villageoises ; donné des appuis en petit matériel à 7 jardins pilotes de plantes médicinales ; appuyé l'installation de 70 ruches par les paysan(ne)s de Bamendjo ; organisé la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement dans le même village et constitué une base des données sur les pépinières d'arbres dans la province de l'Ouest au Cameroun.

Au terme de la période de référence, environ 600 paysan(ne)s sur 3 300 sensibilisé(e)s ont soit créé des jardins de plantes médicinales, soit renforcé la diversité des jardins existants. 24 paysans dont 10 femmes de Bansa sont aujourd'hui capables de mettre en place et de gérer des châssis de multiplication végétative et un parc à bois et de produire des plants par la technique de bouturage. A Bandjoun, 15 marcottes ont été produites par les pépiniéristes. A Bamendjo, 700 arbres d'espèces mellifères ont été plantés dans les ruchers par les apiculteurs.

Les appuis divers apportés aux paysan(ne)s leur ont permis de produire et de vendre 400 plants d'espèces médicinales et 2 900 sachets de tisane pour des revenus de l'ordre de F CFA 1 800 000 ; à la suite de la formation en apiculture à Bamendjo, une association des apiculteurs de cette localité a été mise sur pied et compte 24 membres dont 8 femmes. Les apprenants ont construit 34 ruches dont 10 par les femmes.

Dans le même souci de la préservation de la biodiversité, nous avons appuyé technique-

ment, matériellement et financièrement 9 jardins de production de plantes médicinales, 11 paysan(ne)s pilotes et 2 séances de sensibilisation à Batu et à Nsongwa. 17 brochures et 400 sachets de tisane ont été vendus à cette occasion.

250 personnes dont 60% de femmes se sont activement impliquées dans la conservation de la biodiversité à travers la promotion des plantes médicinales. 11 paysan(ne)s pilotes sont actuellement actifs dans le processus de création d'un réseau. Quatre autres paysan(ne)s pilotes ont gagné les premiers prix en plantes médicinales lors des comices agropastoraux de leurs localités. Une paysanne pilote a gagné le premier prix provincial des initiatives locales de développement et le premier prix de la foire économique et culturelle des femmes du Nord-Ouest en plantes médicinales.

Toujours dans cette province, nous avons formé 32 (trente deux) personnes dont 10 femmes en techniques de gestion des pépinières dans la zone de captage d'eau de Ngondzen. 170 marcottes de kolatier, de manguier et de safoutier ont été récoltées dans le Boyo, à Njinikom et à Fundong. Quatre propagateurs géants ont été construits dans le Boyo. Nous avons appuyé 7 pépinières à Dzung, Fundong, Belo, Njinikom et Ngondzen. 1 200 arbres de diverses espèces ont été plantés dans la zone de captage d'eau de Dzung.

Au terme de nos activités, 400 (quatre cents personnes) dont 250 femmes ont pris part soit à la séance de plantation d'arbres à Dzung, soit à l'entretien et à la maintenance des arbres dans les zones de captage d'eau de Dzung et de Ngondzen. 14 000 plants ont été produits dans les pépinières appuyées. Quelques pépinières ont été transformées en petites entreprises. Des paysan(ne)s récoltent déjà les fruits de la première génération des marcottes. Un réseau de pépiniéristes est en train de voir le jour dans cette partie du territoire.



## L'AGRICULTURE DURABLE : UN CENTRE D'INTERÊT PERMANENT

A Bafoussam, nous avons constitué une base de données sur l'utilisation des pesticides dans la province de l'Ouest. Cette activité, objet d'un stage académique d'une étudiante de cinquième année de l'Université de Dschang, nous a permis de découvrir que 25% des pesticides utilisés par les paysan(ne)s sont extrêmement toxiques, 41% très toxiques et 33% modérément toxiques. La même étude montre que 87% des personnes interrogées ne savent pas interpréter les pictogrammes inscrits sur les emballages des pesticides et parfois même ignorent leur existence.

Une fois de plus, nous avons réalisé la fertilisation organique des sols par le système de parcage nocturne des bœufs (NPMFS) à Babanki. 70 photos retraçant tout le système et ses composantes ont été produites et la rédaction du document technique a commencé. Deux sessions de formation sur le NPMFS ont été organisées au cours desquelles des méthodes alternatives de restauration des sols et de lutte antiérosive ont été vulgarisées. La préparation d'une trame d'enquête a été amorcée en vue de l'étude d'impact du NPMFS.



*Tamisage du compost*

Plus de 100 parcelles aux superficies varia-

Grâce à toutes ces activités, 100 familles d'agriculteurs dans cinq communautés ont effectivement utilisé les méthodes durables de conservation et d'amélioration

de la productivité des terres.

bles ont été fertilisées par le NPMFS. A Mbiame, 22, (vingt deux) familles ont fertilisé et cultivé des parcelles. Le programme d'irrigation à Babanki s'est étendu pour toucher 3 000 autres personnes et 25% de femmes et de jeunes bénéficient de la location des parcelles fertilisées. Plus de 18 personnes dont 7 femmes ont été formées à cette technique. Parmi elles, 2 journalistes de la Radio Communautaire de Oku et des techniciens d'agriculture du MINAGRI.

Les effets obtenus sont multiples : de nombreux paysans ont acquis des véhicules pour le transport des produits agricoles vers les marchés, d'autres ont amélioré leur habitat. Dans l'ensemble, leurs rendements agricoles sont améliorés et ils consomment des légumes produits de façon biologique.

## APPUI A L'AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE

Dans la province du Nord-Ouest au Cameroun, nous avons identifié et élaboré, avec les membres des unions ITFU, MIFU et NKUFU, trois projets générateurs de revenus. L'Union ITFU a bénéficié d'un appui en petit matériel agricole et d'un appui technique dans le cadre de son projet de développement d'apiculture. Un protocole de partenariat a été signé avec cette union. Quatre évaluations participatives des projets appuyés en 2002 ont eu lieu avec les bénéficiaires des Unions MIFU, MFU, UMOFAG et NKUFU.

Plus de 1000 paysan(ne)s ont été capables d'améliorer leur niveau de revenu à travers des projets écologiques mobilisateurs. 634 paysans dont 434 femmes ont pris part aux phases d'identification et d'élaboration des projets à MIFU, ITFU et NKUFU. Plus de 100 paysans dont 65 femmes ont reçu le petit matériel agricole dans l'Union ITFU. Dans le cadre des fonds rotatifs, F CFA 2 025 500 ont été recouverts et redistribués à MIFU et à 12 groupes constitués de 117 fem-

### *Qu'est-ce que la jachère améliorée ?*

La jachère améliorée est un système rotatif dans lequel des espèces d'arbres ou d'arbustes judicieusement choisies sont utilisées comme espèces de jachère en rotation avec les cultures vivrières dans le but d'améliorer la fertilité du sol.

Le principe de la jachère améliorée consiste à planter en association avec les cultures vivrières des espèces d'arbres ou d'arbustes améliorants qui sont généralement des légumineuses à croissance rapide. Après la récolte des cultures vivrières, les espèces améliorantes ou légumineuses sont laissées en champ pendant une période relativement courte (4 à 6 mois). Pendant cette période, les légumineuses utilisent leur important système racinaire pour absorber de grandes quantités d'éléments nutritifs dans les couches inférieures du sol en même temps qu'ils fixent l'azote atmosphérique. Ces éléments nutritifs retournent ensuite à la surface du sol et améliorent la fertilité du sol à travers la chute des feuilles, la décomposition des racines et des branches.

La pratique de la jachère améliorée pendant trois années consécutives permet aux paysans et paysannes d'améliorer la production agricole de l'ordre de 80 à 97 %. Lorsque les espèces améliorantes sont bien choisies, la jachère améliorée offre de nombreux autres avantages aux paysans et paysannes. On pourrait citer entre autre, la réduction de l'érosion hydrique, la sécurité foncière, la production du bois de feu, du fourrage et des revenus additionnels.

mes et 22 hommes, pendant que F CFA 1 550 000 ont été aussi distribués dans 7 groupes de NKUFU dont 4 groupes uniquement féminins. Environ 35 à 50 ruches installées ont été colonisées pour 50 femmes et 83 hommes respectivement. 187 litres de miel ont été produits et vendus dans quatre secteurs de l'Union ITFU. Dans l'Union MFU, ce sont 230 seaux de haricot, 54 sacs de pommes de terre et 10 seaux de soja qui ont été récoltés.

Dans la province de l'Ouest, nous avons appuyé l'organisation de la fête de la pomme de terre à Bangang, de 4 réunions de sensibilisation autour des stratégies de mobilisation

des contributions des bénéficiaires dans deux organisations paysannes (OP), de 2 rencontres d'information entre les Organisations Paysannes et une structure de micro finance. Nous avons également apporté des appuis technique et financier aux Unions Madzong Kwanno et Madzong La'a zi zi dans l'optique de la réalisation de 3 projets agricoles.

Les activités menées ont eu pour effets, au niveau de l'Union Madzong La'a zi zi de Bangang, de provoquer l'adhésion de nouveaux GIC, l'augmentation de la demande de pommes de terre de semence et de consommation en provenance des paysan(ne)s de la localité et des structures d'encadrement ; au niveau de 2 OP, la mobilisation de l'apport propre s'est chiffrée à un montant global de F CFA 2 240 000 pour leurs 2 projets, soit un accroissement de l'ordre de 25% comparé à la contribution obtenue de ces mêmes OP en 2002. Une stratégie d'épargne groupée est effective au sein de Madzong La'a zi zi. La collaboration entre le CIPCRE et le PNVRA s'est renforcée.

### **L'ELEVAGE DES AULACODES : UNE REALITE A BAFOUSSAM**

L'aulacode communément appelé «hérisson», est un gibier apprécié qui rentre dans l'alimentation de nombreuses populations en Afrique sub-saharienne. En plus, il présente l'avantage indéniable d'être l'une des rares espèces qui n'est frappée d'aucun tabou et qui jouit d'une grande valeur économique incontestable. Dans les hauts plateaux de



*Femelle allaitante avec ses six petits âgés de trois semaines*



*Une portée de sept aulacodeaux âgés d'un jour*

l'Ouest Cameroun, l'explosion démographique a entraîné la conquête de nouvelles terres agricoles et par ricochet la destruction des réserves forestières qui servaient de lieux de refuge et d'habitat naturel pour plusieurs espèces sauvages dont l'aulacode. Animal sauvage par essence, l'aulacode est aujourd'hui une espèce menacée.

C'est face à ce constat et fidèle à sa politique de sauvegarde de la création, que le CIPCRE a mis en place, en partenariat avec le projet de Développement d'Alternatives au Braconnage en Afrique Centrale (DABAC), un projet de domestication des aulacodes



*Une promotion des aulacodiculteurs formés à la Station de Bafoussam*

avec pour objectifs :

- § la production du matériel animal ;
- § la formation des aulacodiculteurs ;
- § l'installation et le suivi des éleveurs sur le terrain.

### **STATION DE FORMATION ET DE DIFFUSION DE L'ELEVAGE DES AULACODES**

Dans le souci de réaliser ces objectifs, nous avons mis sur pied la **station de formation et de diffusion de l'élevage des aulacodes de Bafoussam**. Cette station se veut être un centre de production et de sélection des géniteurs à mettre à la disposition des éleveurs préalablement formés. Elle a également pour ambition d'être un pôle de recherche et d'amélioration génétique des aulacodes au Cameroun. Démarrée en janvier 2003 avec une vingtaine de bêtes, la station compte aujourd'hui un cheptel de 180 sujets. 24 éleveurs ont été formés, 20 installés et disséminés dans toute la province de l'Ouest. Les derniers suivis que nous avons effectués sur le terrain ont permis de constater que 02 éleveurs ont reçu leurs premières mises bas. Le test de gestation a été positif chez 12 éleveurs et les mises bas sont attendues. Jusqu'à présent, aucun cas de mortalité n'est encore signalé, preuve que les aulacodes s'adaptent bien en milieu domestique.

A travers ce projet, nous avons pour ambition de promouvoir l'élevage des aulacodes dans les hauts plateaux de l'Ouest afin de permettre à la population d'exercer moins de pression sur les ressources fauniques très affectées par l'effet du braconnage et de limiter les actions néfastes sur leur environnement.

# Communication

---

## pour le développement durable

*En matière de développement durable, il y a le savoir-faire. Mais il y a aussi le faire-savoir dont il ne faut négliger aucun aspect, ni écrit, ni radiophonique, ni documentaire, ni même électronique. En 2003, nous avons investi tous ces supports de la communication pour véhiculer notre approche du développement.*

### LE CIPCRE SUR LES ONDES

Nous avons produit et diffusé trente huit émissions sur les antennes de la CRTV-Ouest à Bafoussam sur des thèmes aussi variés que la culture du safou, les techniques de multiplication végétative, le tourisme écologique, l'apiculture, etc. 56 émissions ont été rediffusées. Nous avons enregistré 196 participations à ECOTEST, rubrique très prisée de l'émission avec une participation féminine d'environ 10%. Nous avons attribué de nombreux lots aux auditeurs et capitalisé les résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon des auditeurs de la province de l'Ouest. Nous avons fait de nombreuses sorties sur le terrain et interviewé les acteurs de développement ; nous avons «relooké» l'émission en adoptant la formule thématique. Des réactions qui ont suivi, ont toutes tendu à apprécier ces innovations.

Au Bénin, à la faveur de la signature d'un contrat avec un journaliste professionnel, nous avons réalisé et diffusé 9 émissions et magazines sur les antennes de la radio nationale (ORTB) qui en a enregistré 6 et des radios privées, notamment RADIO GERDDES (2 émissions) et Radio Wêkê (1 émission).

### LE FAIRE-SAVOIR ECRIT

Comme de tradition, nous avons animé un débat écologique militant dans les colonnes du magazine ECOVOX. Cette année nous

en avons produit et diffusé 2 numéros (2000 exemplaires x 2) respectivement sur **la Coopération Nord-Sud et l'Education Relative à l'Environnement (ERE)**. Le philosophe émérite camerounais Fabien EBOUSSI BOULAGA s'est exprimé dans le premier numéro. L'écrivain Suisse de renommée mondiale Jean ZIEGLER y a aussi signé un article. Dans le deuxième numéro, ce sont MM. André MVESSO, Maître de Conférence et Secrétaire Général de l'Université de Dschang, Daniel NGANTOU, Directeur Régional pour l'Afrique Centrale de l'Union Mondiale pour la Nature (IUCN) à Yaoundé et surtout Mme Lucie Sauvé, P.H.D, Titulaire de la Chaire de Recherche du Canada en ERE de l'Université du Québec qui ont magistralement éclairé la problématique de l'ERE. Nos nombreux abonnés à travers le monde n'ont pas manqué de nous témoigner leur gratitude pour le soin particulier que nous mettons dans le choix de nos personnes-ressources.

### UN RESERVOIR INESTIMABLE D'INFORMATIONS

Dans notre centre de documentation (CEDO) de Bafoussam, nous avons acquis 82 nouveaux documents dont 7 sur le genre, portant notre fonds documentaire de 1533 à 1615 documents. Nous avons reçu 444 visiteurs dont 32 femmes, soit une moyenne de plus de 8 par semaine. Environ 1000 fiches ont été confectionnées dans le cadre de l'élaboration du nouveau catalogue. 12 dossiers

## *La capitalisation des expériences*

Capitaliser, c'est contribuer à une recomposition progressive des savoirs et des pratiques pour les rendre accessibles à un plus grand nombre de personnes, en laissant la possibilité à chacun de les ré-investir à sa manière, et selon ses convenances. Dans la capitalisation, on se donne les moyens de survivre, de maintenir les acquis, de valoriser les acteurs et les points forts de l'action, de remédier aux points faibles ou obstacles, de se renouveler, de se développer et de faire évoluer les pratiques. Pierre ZUTTER ajoute : *«Une capitalisation qui se couperait des acteurs de l'expérience serait une capitalisation sans âme. Les documents ou les écrits n'en sont que des supports. La capitalisation va donc au delà du simple archivage pour poser le problème de l'utilisation ultérieure des connaissances acquises avec pour objectif d'enrichir la connaissance, d'alimenter la réflexion et de valoriser l'expérience ainsi que ses auteurs».*

La capitalisation comprend trois dimensions essentielles. Elle est d'abord un effort de mémoire, de reconstitution de l'histoire d'une expérience vécue pour en garder une trace de manière systématique : c'est la systématisation. Dans ce procédé, on crée un référentiel qu'on consulte souvent, qu'on enrichit régulièrement et qu'on actualise en permanence. Deuxièmement, la capitalisation consiste en la structuration et la mise en forme des données, des concepts, des méthodes et des outils d'une action, d'un champ d'activités afin de les valoriser dans des utilisations ultérieures et de permettre leur appropriation par d'autres personnes. C'est la modélisation.

Enfin la dimension de transfert qui est un processus de transmission dans le temps pour une utilisation personnelle ultérieure améliorée et dans l'espace s'il s'agit d'une diffusion auprès d'autres personnes. Le transfert vise une appropriation des données, des concepts, des méthodes et des outils mis en forme dans la phase de modélisation. Il implique la confection d'un dossier de transfert qu'on appelle aussi dossier technique.

thématiques sur des sujets aussi divers que la pollution, le développement durable, l'aide au développement, la décentralisation, la pauvreté et la bonne gouvernance ont été constitués. Nous avons relié plus de 250 documents à usage interne. 15 projections documentaires ont été organisées pour les usagers internes et externes. 50 boîtes à brochures ont été confectionnées pour le classement et l'archivage des documents.

Au Bénin, le CEDO a acquis 71 nouveaux ouvrages, 64 périodiques, 48 supports cons-

titués de gravures, de dépliants, de cassettes vidéo et audio, de disquettes et de CE. 13 rapports d'activités ont été reçus et enregistrés. Nous avons enregistré 77 visites dont 34 du CIPCRE et 33 de l'extérieur pour des prêts et/ou des consultations sur place.

La gestion et l'animation des 2 centres de documentation ont permis de rendre visible le réservoir inestimable d'informations que constituent les ouvrages, les journaux et les autres supports audio-visuels disponibles.

# L'Education relative à l'environnement (ERE) en milieu scolaire

*En Afrique, nous sommes tellement immergés dans notre environnement que nous avons de la peine à le mettre en perspective. Pourtant il est nécessaire de nous en distancier pour mesurer le tort que nous lui faisons et surtout mettre en place des mécanismes appropriés pour vivre en harmonie avec lui. Si cela est vrai pour tout un chacun, cela l'est davantage pour les jeunes et particulièrement les jeunes scolaires, adultes et responsables de demain.*

## L'ERE PAR L'ACTION

Dans les établissements scolaires partenaires, nous avons créé et suivi 6 décharges compactées, 10 jardins scolaires et autant de parterres fleuris, 36 bacs à ordures, 62 bancs publics. Un champ de macabo d'un ha a été créé et suivi au Collège Uni d'Elat à Ebolowa. 2 puits ont été créés, aménagés et également suivis au Lycée de Ndiangdam et au Collège Elie Allégret de Mbô. Environ 10 000 (dix mille) élèves dont 4 500 (quatre mille cinq cent) filles ont participé aux activités.

Les revenus des jardins ont été utilisés dans 3 établissements pour participer aux voyages d'échange et acheter des semences. Sur la base des différents projets, les élèves et leurs enseignants ont initié 16 sessions de formation sur le jardinage, la récupération et la gestion des déchets. On observe une nette réduction de la masse des déchets dans les établissements scolaires.

## L'ERE PAR LA SENSIBILISATION ET L'ANIMATION

Nous avons participé à 12 rencontres organisées dans les établissements scolaires à Bafoussam, Bamenda, Baleveng, Bandjoun, Mbouda et Fongo-Deng. Les responsables

desdits établissements ont été sensibilisés à notre approche d'ERE. 2 émissions radio relatives à l'ERE en milieu scolaire ont été diffusées. Une plaquette d'informations a été élaborée et remise à divers responsables sur le terrain (proviseurs, inspecteurs et délégués). Dans la perspective de la mise en place d'un système de récupération des déchets à l'Ecole CEBEC de Banengo, nous y avons organisé 7 séances de sensibilisations au profit de 300 élèves et membres de la communauté éducative.

Des responsables d'établissement non partenaires de notre programme ont visité nos projets. Certains souhaitent bénéficier de notre soutien. Des délégués départementaux se rapprochent de nos partenaires et suivent leurs réalisations.

Au Bénin, nous avons organisé 4 séances d'animation au profit des partenaires de l'enseignement primaire, à savoir 22 enseignants du Complexe Adjégoulé, 115 élèves de l'Ecole Protestante de Djègan-Kpèvi, 32 élèves du Complexe Scolaire «Les cours Bénis» et 36 élèves de l'Ecole Privée ABC sur l'importance des journées à caractère environnemental, la protection de l'environnement en milieu scolaire, l'hygiène du milieu et le jardin scolaire.

Au niveau des cellules du secondaire et des campus universitaires, 7 séances d'animation et rencontres d'échanges ont été organisées. Elles ont connu la participation de 256 élèves et étudiants pour toutes les cellules. Elles ont porté sur l'usage abusif des sachets plastiques, le sol, le fonctionnement d'une cellule, l'assainissement en milieu scolaire et la planification des activités.

Pour appuyer ces activités d'animation, la commission technique CIPCRE-SU a entamé les travaux de réalisation d'un manuel. Quatre réunions ont été consacrées à ce processus. Le contenu et la démarche du manuel ont été adoptés.

### L'ERE EN PLEIN AIR

Nous avons appuyé techniquement et financièrement 7 sorties écologiques dont 2 dans le département béninois de l'Atacora et 5 dans l'Ouémé, le Littoral et le Zou. Pour le primaire, 47 enseignants et 94 écoliers ont pris part aux différentes sorties. Pour le secondaire, 107 élèves accompagnés des enseignants et responsables des cellules ont bénéficié des sorties. Les sujets étudiés ont porté sur les sols, les carrières, la faune, la flore et l'évolution de divers écosystèmes.

Au Cameroun, nous avons organisé 4 voyages d'étude, notamment avec le Collège Elie Allégret au jardin de plantes médicinales de Banengo et au barrage de retenue d'eau à Bamenda ; le Lycée de Bamena à la bananeraie de Njombé ; le Collège Evangélique de Bafoussam au Lycée de Bamena et le CES de Fongo-Deng au site de compostage GICABIO et au Lycée de Ndiangdam, Bafoussam. 141 jeunes y ont activement pris part.

### L'ERE PAR LE THEÂTRE

Le Cahier vert N°3, «Le Geste qui tue» a été joué avec succès cette année dans 11 établissements camerounais lors des soirées cul-

turelles d'arrondissement pendant la semaine de la jeunesse. Une fois de plus, le théâtre s'est révélé comme un excellent support de sensibilisation en matière d'éducation à l'environnement si l'on en juge par l'engouement suscité auprès de la communauté éducative partout où «Le geste qui tue» a été joué.

### APPUI, VULGARISATION ET MEDIATISATION

Au Bénin, nous avons accordé un appui technique et financier à un groupe de jeunes élèves et étudiants de Parakou dénommé «Association des jeunes entrepreneurs» pour l'organisation de 4 séances d'assainissement et l'installation de groupes de suivi dans les établissements, la sensibilisation d'une soixantaine d'élèves, d'étudiants et d'enseignants sur la gestion des ordures ménagères et sur le reboisement à l'Hôtel de ville de Parakou, la mise en terre de 45 plants dans 2 établissements et la médiatisation des activités à travers la radio régionale de Parakou et la radio privée de Guéma. 2 animations ont été faites dont l'une au Lycée Agricole Medji de Sekou pour 431 élèves de la 1<sup>ère</sup> année sur l'environnement et les techniques agricoles au Bénin et l'autre au CEG Sèmè-Podji sur le thème «Enjeux Environnementaux» au profit de 200 élèves de la classe de 3<sup>ème</sup> des CEG Ekpe et Sèmè-Podji.

Dans le cadre de la célébration du 10<sup>ème</sup> anniversaire du CIPCRE-Benin, nous avons appuyé 1 école maternelle, 4 cellules et le Collectif des Cellules CIPCRE-SU dans la réalisation et l'exposition d'articles divers, l'exposition de photos, l'affichage de messages de sensibilisation, la réalisation des représentations théâtrales et folkloriques à caractère environnemental.

Nous avons actualisé la liste de toutes les journées officielles à caractère environnemental en vue de la relance, chaque année scolaire, de nos partenaires. Nous les avons également saisis dans le cadre de la journée

mondiale de l'eau pour une célébration qui a connu la participation de 63 manifestations. 2 écoles primaires ont reçu un appui pour la célébration de la Journée Nationale de l'Arbre et la Quinzaine Nationale de l'Environnement au cours desquelles elles ont reboisé leur établissement.

4 activités ont été médiatisées au Bénin : 2 voyages d'étude, 1 rencontre de formation et d'échange et l'atelier sur le Plan d'Aménagement de l'Espace Scolaire (PAMES) au sujet duquel nous avons organisé un atelier d'harmonisation des points de vue qui a réuni 16 participants.

Dans le souci de responsabiliser nos partenaires, nous avons signé des accords cadres de partenariat avec 12 établissements sur les 32 potentiels avec qui nous travaillons. 5 établissements partenaires dont 4 privés et 1 public ont bénéficié de séances de vulgarisation du recueil des contes verts. 5 autres circonscriptions scolaires des départements du Zou, du Borgou et de l'Atacora ont été contactées et sensibilisées à travers 147 enseignants.

Toujours dans l'optique de la vulgarisation de l'information écologique, nous avons publié, pour les jeunes scolaires camerounais, le numéro 15 du journal Ecojeunes, sur le thème de l'arbre. Une session de formation à la rédaction journalistique a été organisée à l'intention des rédacteurs de ce journal.

### **DES EFFETS TANGIBLES**

Les activités menées aussi bien au Bénin qu'au Cameroun ont permis à nos partenaires d'intégrer certains réflexes écologiques dans leurs comportements. Aussi affichent-ils périodiquement des messages écologiques dans leurs établissements. Les enseignants pour la plupart ont ramené de leurs sorties des échantillons d'éléments naturels qui constituent autant de matériels didactiques pour leurs cours. Les élèves dans leur écrasante

majorité, ont enrichi leur vocabulaire et approfondi certaines informations plutôt livresques qu'ils avaient sur les problèmes environnementaux de leur pays.

Les initiatives des partenaires ont contribué à l'embellissement et/ou à l'assainissement du cadre scolaire. De nombreux établissements ont augmenté la couverture végétale de leur espace et acquis du matériel pour l'entretien de leurs jardins et de leurs espaces verts.

### ***Le plan d'action environnemental***

Le plan d'action environnemental est le cadre logique de mise en œuvre des actions de restauration, d'assainissement ou de conservation de l'environnement issues du diagnostic environnemental des établissements scolaires encadrés par le CIPCRE.

Il se déploie sur un double plan : la transformation physique des établissements et le changement d'attitudes des élèves. Le changement physique des établissements s'articule autour des activités aussi diversifiées que le reboisement, la collecte et le traitement des déchets, les projets d'élevage et de jardins scolaires. Quant aux activités pédagogiques, elles se réalisent à travers les sessions de formation, les séances de sensibilisation et les cours formels.

Le plan d'action intègre pour chaque établissement, des objectifs opérationnels, des actions à mener pour atteindre ces objectifs, des activités liées à ces actions, des résultats attendus, des indicateurs de performance, les ressources nécessaires et les périodes de réalisation des différentes activités. Les plans d'action environnementaux s'inscrivent dans une logique de participation effective des partenaires à la base, aussi bien à la conception qu'à la réalisation, au suivi et à l'évaluation des différentes activités.



# Foi

---

## et Action Sociale

*Une foi sans les œuvres, a-t-on coutume de dire, est morte. Tout ce que nous entreprenons au CIPCRE découle de notre conviction que Dieu a créé l'Homme pour qu'il ait la vie en abondance. La foi et l'action sont au cœur de la transformation sociale que nous appelons tous de nos vœux et que nous impulsions sans répit. En 2003, la moisson de nos œuvres a été abondante.*

Au cœur de notre action sociale, la Campagne Semaines Pascales (CSP) qui, cette année encore, s'est révélée comme un instrument efficace de mobilisation des populations contre les fléaux qui sapent les fondements de leur vivre ensemble.

### UNE ACTIVITE DE PREMIERE IMPORTANCE

La CSP 2003 a porté sur le thème de **l'insécurité**. Nous avons à cet effet produit 5 500 cahiers d'animation dont 500 en anglais, confectionné 200 posters ; organisé 6 sessions de formation à l'utilisation du cahier d'animation à l'intention des prêtres, pasteurs et imams d'une part et des groupes, mouvements et associations d'autre part ; remis à chacun des journalistes pressentis pour la couverture médiatique un exemplaire du cahier. Nous avons organisé 12 conférences/tables-rondes, 9 célébrations œcuméniques, 4 matches des incollables (3 radio-diffusés et 1 télévisé), 6 soirées culturelles, 6 défilés, 4 causeries éducatives et 3 crochets radiophoniques. La caravane s'est ébranlée à Bafoussam et s'est déportée successivement à Bamenda, Eséka, Nkongsamba, Garoua, Douala pour s'arrêter à Yaoundé où a eu lieu la célébration œcuménique nationale de clôture. L'ensemble de ces activités a été largement médiatisé par la télévision nationale et une télévision privée ainsi que la radio nationale et une bonne vingtaine de radios privées de

Bafoussam, de Yaoundé et de Douala. En tout, près de 30 000 personnes dont 60% de femmes ont été sensibilisées.

Les activités de suivi de la CSP ont consisté essentiellement en l'organisation de 3 ateliers de démultiplication de la formation à l'utilisation du cahier d'animation à l'intention des délégués des communautés religieuses à Bafang, Yabassi et Melong ; de 4 ateliers de même type à Yaoundé et 1 à Mbouda ; de 2 causeries éducatives pour des femmes à Bafoussam et de 2 séances de travail sur les études de cas du cahier à Garoua au profit des groupes et mouvements d'Eglises. Des activités décentralisées se sont déroulées dans leurs localités, à savoir Baham et Bayangam dans la Province de l'Ouest, sur l'initiative des chrétiens catholiques et protestants des deux sites.

Au Bénin, le Comité d'Organisation composé des représentants des Eglises Baptistes, Méthodistes et Evangéliques ainsi que des représentants du CIPCRE a, après avoir adopté le thème «*Ensemble pour la sécurité, dans la justice et la paix*», informé et mobilisé le public par des communiqués radio sur 4 stations, des banderoles et des affiches placées aux endroits stratégiques de la ville de Porto-Novo et surtout des annonces dans les Eglises Partenaires. Il a été ensuite organisé une conférence-débat dans la Salle des manifestations de l'Eglise Méthodiste de



*Une marche de sensibilisation à Garoua*

## STRATEGIES DE TRANSFORMATION SOCIALE

A l'adresse des membres des Commissions Provinciales Justice, Paix, Sauvegarde de la Création (CP/JPSC), nous avons organisé 2 sessions de formation : l'une sur les arrestations arbitraires au profit de 40 délégués dont 15 femmes précédée par la

Djègan-Kpèvi le samedi 10 mai sur les aspects théologiques (Panel 1), les aspects environnementaux (Panel 2) et les aspects politiques juridiques et socio-économiques (Panel 3) du thème. 70 personnes ont participé à cette activité. Lors des cultes dominicaux des 11 et 18 mai, les prédications ont porté sur le thème de la CSP dans les Eglises partenaires et ont retenu l'attention de 1 567 personnes.

L'Eglise Méthodiste «Cité de Grâce» a organisé une séance d'étude biblique le vendredi 16 mai. Sur la base d'une liturgie adaptée, élaborée par un comité ad hoc de 3 pasteurs, une célébration interconfessionnelle de clôture a eu lieu à l'Eglise Protestante Baptiste de l'Avakpa le 25 mai. Y ont pris part près de 500 personnes.

Au total, la CSP a mobilisé un public considérable et très accroché par le thème. Les Eglises partenaires ont fourni des efforts réels pour se conformer aux principales exigences de la Campagne. L'expérience du partenariat avec ces églises à la base s'est révélée plus concluante que l'approche au sommet.

tenue d'un rencontre du Bureau Exécutif des CP/JPSC pour fixer les contours de la thématique développée ; l'autre sur l'analyse et la gestion pacifique des conflits à l'intention de 27 membres des Commissions Paroissiales dont 5 femmes. Cette session a été précédée par 6 rencontres préparatoires qui ont permis de mettre sur pied, avec notre appui, des stratégies devant en faciliter le bon déroulement. Les 2 formations se sont révélées d'autant plus utiles que, de temps à autre, les membres des CP/JPSC sont confrontés aux problèmes d'arrestations arbitraires et de gestion de conflits dans leur milieu de vie.

Les membres de la Jeunesse Ecuménique pour Christ quant à eux ont bénéficié de 2 causeries éducatives sur l'approche pacifique des conflits et le leadership associatif en milieu jeunes. En leur apportant ces formations ciblées, nous avons voulu les préparer à mieux comprendre leur rôle dans une société où les conflits sont une donnée incontournable qu'il faut savoir gérer.

Dans la dynamique de la transformation sociale, nous avons aussi mis en place des stratégies de suivi et d'appui des activités spécifiques des communautés et mouvements d'églises. C'est ainsi qu'au Bénin, nous avons appuyé la mise en place d'un jury composé

de représentants de diverses églises protestantes pour suivre en leur sein la campagne de reboisement par nous initié et lancé en 2002 pour faire passer le message de Justice, de Paix et de Sauvegarde de la Création (JPSC) auprès du peuple de Dieu.

Au Cameroun, nous avons apporté un appui au fonctionnement du Bureau Exécutif des CP/JPSC, ce qui leur a permis d'organiser 8 rencontres et 4 Assemblées Générales. Plus de 20 commissions paroissiales ont, à chaque fois, pris part aux AG et plus de 10 femmes sur la quarantaine des membres ont régulièrement été présentes. Ces assemblées ont constitué l'occasion indiquée pour la collecte des éléments nécessaires à la production du journal «**Trait d'Union**» qui est pour les CP/JPSC une tribune d'échange d'informations par excellence.

Nous avons par ailleurs facilité la participation des membres de la Jeunesse œcuménique pour Christ (JOX) à la formation à l'utilisation du Cahier d'Animation et à un atelier sur la décentralisation. Notre ambition, on le voit, a consisté à les outiller pour comprendre et affronter les défis qui se posent à eux dans un monde en pleine mutation.

Les diverses activités que nous avons exécutées dans le champ de la transformation sociale ont été largement médiatisées. C'est ainsi que des cassettes audio et vidéo ont été produites et diffusées. Le site internet de la CSP a été mis à jour et est régulièrement visité. La télévision nationale camerounaise a rapporté les activités menées dans ses journaux parlés. Une photothèque de la Campagne a été réalisée.

Une fois de plus, nous avons investi de notre foi le territoire de l'action sociale. Avec l'engagement et le sens des responsabilités de nos partenaires des communautés religieuses, nous avons impulsé une dynamique d'envie susceptible d'apporter une contribution non négligeable au renforcement de la société civile.

### *Qu'est-ce que l'insécurité ?*

L'insécurité peut se comprendre de deux manières : à partir d'une vision large et à partir d'une vision restreinte.

La vision large considère l'insécurité comme étant provoquée par tous les phénomènes pouvant mettre en danger l'intégrité physique, spirituelle et morale des personnes humaines. On parlera alors volontiers par exemple de l'insécurité alimentaire (la faim) ou de l'insécurité sanitaire (les dangers pour la santé). Sur un plan subjectif, la vision large de l'insécurité traduirait le fait que les individus se sentent abandonnés par leurs institutions, le personnel politique, la communauté, la famille et le voisinage.

La vision restreinte par contre est celle utilisée par les journalistes lorsqu'ils titrent dans un article par exemple : «insécurité à Douala» ou «insécurité à Cotonou». Il s'agit d'un certain nombre d'actes violents de délinquance tels que le vol, le viol, les coups et blessures, le rapt, l'assassinat, l'incendie volontaire, etc. Pourtant à eux-seuls ces phénomènes ne constituent pas encore ce que communément on appelle l'«insécurité». Il faut encore les mettre en relation avec le contexte marqué par l'incapacité du système sécuritaire, sensé protéger le citoyen, de faire face. C'est parce que les phénomènes de braquages, de banditisme, de vols à mains armées, etc. sont devenus courants et peuvent surprendre les citoyens à tout moment que l'on parle d'insécurité aujourd'hui.

# Genre et développement

*Dans l'imagerie des braves et ordinaires gens, la femme a été créée pour faire des enfants et s'occuper du ménage. Pour nous cependant elle a un rôle qui va au-delà de la simple reproduction biologique et culturelle. Dans ce sens, elle doit être, autant que l'homme, le sujet de son destin et de celui de la communauté.*



Le personnel du CIPCRE  
à la Journée Internationale de la femme

Qu'il s'agisse du développement de l'approche genre à l'intérieur du CIPCRE, auprès de l'opinion publique ou de nos partenaires à la base, un fait est resté constant : la volonté manifeste des uns et des autres de faire de cette approche un outil de promotion de la justice et de l'équité.

## LA BONNE CHARITE COMMENCE PAR SOI-MÊME

A l'intérieur du CIPCRE, nous avons redoublé nos efforts d'intégration du genre dans nos activités et notamment à l'occasion d'une formation à l'intention de l'Union Madzong Kwanno (UMK) et de l'Union Madzong Lazi'zi (UML) sur le thème «**Stratégies d'épargne et conservation des denrées en milieu rural**» ; au cours d'une formation organisée pour les CP/JPSC sur la «**prévention et gestion des conflits**» et lors de la

réalisation de deux enregistrements pour l'émission «SOS environnement», nous avons également mis un accent particulier sur l'approche genre.

Du côté du Bénin, nous avons procédé à une recherche documentaire sur la situation de la femme dans l'Ouémé à travers l'analyse de 12 ouvrages consultés dans différents centres de documentation de Cotonou et de Porto-Novo.

Nous avons également effectué une enquête auprès de 66 acteurs dont 31 artisans, 26 épouses d'artisans et 9 personnes influentes en vue d'une analyse genre. Les informations recueillies nous ont permis d'identifier les actions à mener pour améliorer la situation de la femme. Nos résultats ont été restitués d'abord au personnel technique (13 personnes) et ensuite aux artisans et à leurs épouses (53).

L'ensemble du personnel a bénéficié en août d'une formation qui a consisté à évaluer son niveau en matière de genre ; à lever les zones d'ombres sur les outils acquis lors des formations antérieures et à l'initier à un nouvel outil dénommé «Impact potentiel» ;

Au chapitre du suivi transversal, il faut noter les préparatifs et la tenue des rencontres trimestrielles sur le genre, l'étude de quelques fiches des unités, la participation à l'harmonisation des programmes d'activités, l'évalua-

tion par sondage du niveau de connaissances du personnel non technique sur l'approche genre et développement.

### **BESOINS PRATIQUES ET INTERÊTS STRATEGIQUES**

Nous avons organisé une journée de sensibilisation sur le genre dans l'éducation scolaire au profit des jeunes filles et garçons des lycées et collèges de la ville de Bafoussam, une rencontre d'échange à Dschang sur les relations hommes/femmes au profit des étudiant(e)s membres des groupes de l'Aumônerie Protestante, 3 séances de travail et 2 sorties sur le terrain dans le cadre de l'étude de 3 micro-projets dans deux groupes de femmes de l'union MIFU à Bamenda, et d'un groupe de femmes de l'Union Madzong Kwanno (UMK) à Galim ; 2 rencontres d'échange à Bangang sur le droit des personnes et de la famille avec les membres de l'Union Madzong La'a Zi Zi (UML) et une causerie éducative avec les leaders de cette union sur les rôles et responsabilités des femmes et des hommes leaders dans une association.

Près de 160 femmes ont participé aux activités que nous avons menées. 3 micro-projets ont été identifiés et sont en cours d'étude. 3 femmes sont désormais membres du comité de suivi des projets mobilisateurs dans l'UMK.

Nous avons organisé deux séries de formations au profit de nos partenaires scolaires béninois : la première a concerné 82 enseignants dont 34 femmes. Elle a consisté à développer l'approche genre et ses outils à travers des exercices pratiques. La seconde a visé 96 participants répartis comme suit : 7 responsables adultes, 89 élèves membres des cellules CIPCRE-SU dont 23 filles. Ici encore, il s'est agi, à partir d'exercices pratiques bien ciblés, d'éveiller la conscience des participant(e)s sur l'approche genre et de les faire accéder à l'intelligibilité des concepts et

outils y relatifs. Les élèves des cellules CIPCRE-SU du Lycée Béhanzin, du Lycée Technique et du Complexe Sainte Véronique ainsi que les membres du Collectif CIPCRE-SU ont été les bénéficiaires de cette formation.

### **PRESENCE DANS L'OPINION ET AUPRES DE NOS PARTENAIRES**

Nous avons participé à la Journée Internationale de la Femme du 8 mars à travers l'organisation d'une causerie éducative sur le genre et les proverbes populaires, la prise de parole à l'émission SOS-Environnement et à une table-ronde sur le thème de la Journée et notre implication au défilé. Nous avons sensibilisé 11 organismes d'appui de la ville de Bafoussam sur l'approche genre. Ces organismes sont en train d'élaborer un projet commun de formation.

S'agissant des artisans béninois devant voyager pour cause de manifestations commerciales, foires et autres stands, nous avons pris soin de discuter avec chacun d'eux, avant son départ des dispositions à prendre pour garantir à son foyer de bonnes conditions de vie, de vérifier pendant son absence que ces conditions sont effectivement respectées et de discuter à son retour sur l'ambiance qui a prévalu pendant qu'il était absent.

D'une manière générale, les formations dispensées à nos partenaires autant que les appuis à eux apportés, voire l'accompagnement dont le personnel a été gratifié en matière de genre ont permis aux uns et aux autres de renforcer leurs capacités. A l'issue d'un sondage que nous avons organisé, les 41 questionné(e)s connaissent les notions essentielles de l'approche genre : équité, complémentarité, accès aux ressources, contrôle des ressources, rôle biologique, rôle culturel, etc.

Au-delà d'une simple connaissance de l'approche et de ses notions, les partenaires s'efforcent de les appliquer dans leur vie pri-

vée et professionnelle. Les élèves formés restituent les connaissances à leurs frères et sœurs et à leurs parents. Les enseignants reconnaissent avoir restitué les formations à leurs partenaires, à leur enfants (garçons et filles), à leurs élèves (garçons et filles) en leur donnant des tâches et des responsabilités, sans discrimination sexuelle. Les artisans ne tarissent pas d'éloges au sujet de l'encadrement à eux offert, lorsqu'ils s'apprentent à effectuer un voyage. Ils louent également les dispositions prises pendant leur absence et en reconnaissent les effets positifs.

A l'intérieur du CIPCRE, on note une intégration accrue des exigences de l'approche genre dans la planification, l'exécution et

le suivi des activités. La culture même de l'organisation s'en ressent.

Dans le cadre de l'intermédiation financière du Programme Global pour l'avancement des femmes et l'égalité du Genre piloté par le Ministre de la Condition Féminine dans la Province de l'Ouest au Cameroun, nous avons accordé des crédits d'un montant de CFA 33 610 985 à 51 bénéficiaires dont 41 individus et 10 groupes. Cet argent a servi à financer 51 projets dans les 8 départements de la Province. Au 31 décembre 2003, environ 63% des fonds prêtés sont recouverts. D'une manière générale, ces crédits ont amélioré le niveau d'auto prise en charge des bénéficiaires.

### *Besoins pratiques et intérêts stratégiques*

Couramment utilisées dans le langage quotidien et surtout dans la littérature du Genre, les expressions «besoins pratiques» et «intérêts stratégiques» paraissent souvent abstraites. D'où la nécessité de les décrypter afin de faciliter leur compréhension dans le cadre de nos actions.

#### **Qu'entend-on par besoins pratiques ?**

Si l'on s'en tient à la définition que donne le dictionnaire «Le Robert quotidien», le besoin est *«une nécessité née de la nature ou de la vie en société»*. En général, les besoins pratiques sont faciles à identifier. Ils varient d'une personne ou d'une couche sociale à une autre, et sont liés aux nécessités courantes sans lesquelles le quotidien est difficile comme les soins de santé, la nourriture, le revenu, l'habitat etc. Une grande majorité de femmes vivant dans des conditions difficiles, les activités de développement visant à améliorer leurs conditions sont souvent des actions à court terme qui tendent à préserver et à renforcer les relations traditionnelles entre hommes et femmes. Les «besoins pratiques» et la «condition» en matière d'approche genre, seraient des termes proches ; car la condition fait également référence à l'état matériel et à l'environnement immédiat. Si on demande à une personne de nous parler de sa vie, elle décrira sans doute d'abord ses conditions de vie : le lieu où elle habite, les problèmes liés aux besoins courants d'eau potable, de nourriture, d'éducation des enfants, etc.

#### **Qu'entend-on par intérêt stratégique ?**

Et d'abord qu'est-ce qu'une stratégie ? Originellement relevant du domaine militaire (stratégie aérienne, navale, nucléaire), ce mot est aujourd'hui utilisé dans tous les secteurs de la vie, et particulièrement dans le développement. Il désigne un ensemble d'actions et de manœuvres coordonnées en vue d'une victoire. Dans le cadre de l'approche Genre et contrairement aux besoins pratiques visés à court terme, la satisfaction des intérêts stratégiques se fait sur le long terme. Ces besoins diffèrent d'une femme à une autre et ne sont pas toujours évidents pour les femmes concernées. Ils dérivent de la position subordonnée des femmes, du manque d'accès aux ressources et de l'impossibilité de les contrôler. La satisfaction des intérêts stratégiques permet une amélioration de la position des femmes. Exemple : le fait pour les femmes de participer aux processus démocratiques, le renforcement de leurs capacités par la formation, afin qu'elles aient plus de possibilités, plus de choix, un accès plus grand aux ressources et une participation égale avec les hommes dans le processus de prise de décision. La satisfaction des intérêts stratégiques est un processus qui doit commencer en amont par exemple en famille ou dans les groupes de jeunes : donner les mêmes possibilités à la jeune fille et au jeune garçon dans le choix du type d'étude et de formation, de manière qu'à l'âge adulte, la jeune femme atteigne un niveau d'auto prise en charge et de responsabilité (empowerment) dans plusieurs domaines de la vie. La parité en nombre dans les activités et les projets, et l'accès aux postes de responsabilité relèvent des intérêts stratégiques.

# Nos stratégies et nos ressources

*Les résultats encourageants que nous avons obtenus au cours de l'année de référence ne sont pas le fruit du hasard. Ils découlent d'une stratégie managériale toujours plus pointue et toujours plus orientée vers l'efficacité et l'efficience.*

## LE POTENTIEL HUMAIN : CLE DE VOÛTE DE NOTRE SYSTEME MANAGERIAL

Au cours de l'année de référence, nous avons mis un accent particulier sur le renforcement des capacités de notre personnel. C'est ainsi que nous avons assuré en notre siège à Bafoussam la formation de notre comptable au Bénin à l'utilisation du logiciel comptable Saari. Au Bénin, le personnel a eu droit à une formation sur le Droit à l'Environnement et les Conventions Internationales ; la secrétaire et la standardiste ont été formées sur les techniques d'accueil dans une entreprise et le responsable du Service Administratif et Financier sur la gestion des ressources humaines. Le Coordinateur du CECOM a bénéficié de facilités administratives pour préparer le Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Sciences de Gestion de l'Environnement. D'autres collaborateurs ont pris part à des ateliers de renforcement des capacités sur des thèmes aussi variés que **l'identification et la formulation des indicateurs d'impact dans les projets de développement, la gestion des ressources humaines dans les projets de développement, Comment améliorer les rapports d'avancement des projets ?**

Au Cameroun, plusieurs membres du personnel ont pris part à divers ateliers et séminaires sur des thèmes aussi intéressants que **le genre et la gestion des conflits, les techniques de domestication, l'utilisation de l'internet, le management des ressources humaines dans l'optique du chan-**

**gement organisationnel, le leadership féminin, genre et cycle de projet, diagnostic et consultation de ville, l'optimisation de la fonction d'assistant de direction, la gestion des ressources humaines.** Le rédacteur en chef du magazine ECOVOX a, quant à lui, pris part aux 35<sup>ème</sup> assises mondiales de la Presse Francophone à Libreville sur le thème **«Formation et perfectionnement des journalistes : bilan (1960-2000) et perspectives»**. En plus de ces formations, deux visites de découvertes d'entreprises et un voyage d'échange auprès des structures de développement dans le Noun ont été organisés.

## PLANIFICATION, SUIVI, EVALUATION : LE TRIPTYQUE DE L'EFFICIENCE

Pour assurer l'adéquation entre notre vision, notre mission et le fonctionnement de notre organisation, nous avons utilisé au mieux notre dispositif de planification, suivi, évaluation. Ainsi, nous avons organisé 9 missions d'audit interne au Cameroun (7) et au Bénin (2) et dans chaque bureau national, un atelier annuel pour l'élaboration du plan opérationnel 2004, deux rencontres d'auto-évaluation semestrielles, des rencontres d'échanges pour le suivi des activités de chaque unité opérationnelle et des sorties sur le terrain. Un sondage a même été effectué auprès de certains partenaires béninois aux fins d'avoir une idée sur les effets produits par les actions menées et de recueillir leurs attentes pour la suite du partenariat avec nous.

## COOPERATION TOUS AZIMUTS

Nous avons accueilli des visites et sommes restés actifs dans de nombreux réseaux. Au titre des visites il faut noter celle de M. UDO Bertrand du Département Afrique 1 du Service des Eglises Evangéliques d'Allemagne pour le Développement (EED). Après s'être entretenu avec nos différents acteurs au Bénin, il a visité les partenaires à la base.

Au terme de sa visite, nous sommes tombés d'accord sur ce qui suit :

- Nous devons nous concentrer sur un paquet maîtrisable d'activités susceptibles d'avoir plus d'impact. Pour cela, les interventions de CIPCRE-SU par exemple gagneraient à s'inscrire dans une approche de relations formelles avec les autorités en charge de l'éducation ;
- Pour nous permettre de poursuivre les travaux de construction de notre bloc administratif, EED est disposé à décaisser par anticipation des fonds équivalents aux loyers à payer pour le reste du PAQ 2002-2006.
- Face aux besoins des artisans en matière de financement de leurs activités, EED ne nous encourage pas à mettre en place une institution de micro-finance mais plutôt à renforcer les capacités de nos partenaires à accéder aux opportunités existantes.

Outre cette importante visite, nous avons également accueilli au CIPCRE-Bénin une délégation de la Fondation du Bureau des Artisans de Ouagadougou et une visite de travail du Directeur du Cabinet Gestion-Suppléance-Recherches-Economiques-Intermédiation (GESURI). Avec ce dernier, le travail a porté sur le suivi des ateliers sur la formulation des indicateurs d'impact et sur la gestion des ressources humaines.

A notre siège à Bafoussam, nous avons accueilli le Prof. Dr. Lijbert Brussard, envoyé par Kerkinachie et M. Bert Zijlstra, Consul-

tant envoyé par ICCO. Nous avons reçu aussi la visite de Mme Marlies Roth et de Rudolf Heinrichs-Drinhaus de EED. En marge de la 8<sup>ème</sup> Assemblée Générale de la CETA à Yaoundé, nous avons eu une séance de travail avec le Pasteur Cokkie van't Leven de Kerkinactie. Des échanges épistolaires ont eu lieu avec tous nos partenaires du Nord, à savoir EED, ICCO, CMC/AMA, CEVAA, DM Echange-Mission et DEFAAP. Grâce à la mise en relation du membre du Conseil d'Administration chargé du suivi du partenariat Nord-Sud, nous avons obtenu en décembre 2003 d'une structure néerlandaise (SRTV) un financement pour une étude sur l'exploitation sexuelle des jeunes filles. L'intervention que nous avons organisée sur la pastorale de développement à la Faculté de Théologie Evangélique de Bangui s'est faite en collaboration avec le Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale (SECAAR) basée à Abidjan.

Les effets de la dynamique de partenariat et de négociation sont visibles à travers la conclusion de l'alliance tripartite EFLC-CIPCRE-Kerkinactie ; le financement de la restructuration de WAGNE et le recrutement d'une assistante technique française pour WAGNE par EED ; la fin anticipée au 31 décembre 2005 du PAQ en cours avec l'accord des partenaires EED et Kerkinactie, suite au retrait de ICCO ; l'organisation en 2004, avec le concours de EED, Kerkinactie, la CEVAA et DM Echange Mission, de l'atelier sur l'avenir du CIPCRE ; l'acceptation du Service Œcuménique pour la Paix (SeP) de Yaoundé d'être désormais co-organisateur de la Campagne Semaines Pascales.

## PRESENCE ACTIVE DANS LES RESEAUX

Nous sommes restés particulièrement actifs dans divers réseaux. A titre d'illustration, nous avons pris part à Yaoundé à la huitième Assemblée Générale de la Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA) à la pre-



mière et à la deuxième rencontre du Comité National de Suivi du DABAC à Yaoundé, la 2<sup>ème</sup> rencontre du Comité Trinational de suivi du DABAC dans la même ville, la rencontre d'installation du Comité Local du PACDDU à Bafoussam et la première rencontre de sélection des micro-projets de la société civile, la rencontre d'évaluation des activités du projet/ICRAF/IRD à Kribi, l'atelier de formation sur les techniques et la Gestion des Pépinières dans le Nord-Ouest et l'atelier de formation sur **la capitalisation et l'évaluation** à Bafoussam. Nous avons poursuivi la collaboration avec l'ICRAF en matière de domestication des arbres, avec la MIDENO, le MINCOF et le PNUD en matière d'intermédiation financière.

En notre qualité de Président du réseau pour l'agriculture durable dans la province du Nord-Ouest, nous avons tenu deux sessions du Comité Exécutif et une Assemblée Générale ; organisé une journée portes ouvertes pour lancer ledit réseau : à cette occasion, nous avons présenté nos activités ; pris part à un atelier organisé par le projet Démocratie et Renforcement des capacités des Femmes sur les stratégies de leur implication dans le leadership aux niveaux traditionnel, politique, religieux et administratif ; formé 27 paysans dont 16 femmes sur la dynamique de groupe, l'épargne et le crédit et la tenue de caisse ; intensifié le recouvrement des crédits MIDENO distribués : une somme de Fcfa sept millions neuf cent soixante douze mille sept cent quarante (7 972 740) a été recouvrée, ce qui porte le montant total de recouvrement à près de F cfa (80 416 195) quatre vingt millions quatre cent seize mille cent quatre vingt quinze.

Nous avons pris part à Bamenda, à deux réunions du Comité Exécutif de FOWIC de même qu'à deux réunions générales ; à la rencontre du CAMGANET, méga réseau regroupant FOWIC et WICOF dont l'objectif est de développer un système de suivi et d'évaluation du programme INWENT exécuté

depuis 2000 ; à une session portant sur les approches participatives selon le genre dans la gestion d'un cycle de projet, session conjointement organisée par INWENT pour les membres de FOWIC et WICOF ; à un atelier d'information et de formation portant sur les fonds PPTE. Nous avons requis des capacités en protection intégrée des cultures au cours d'un atelier organisé par la GTZ.

## DYNAMIQUE DE MARKETING INSTITUTIONNEL ET SOCIAL

Au cœur de cette coopération multidimensionnelle nous avons mis en avant le marketing social de la maison à travers la presse (reportage sur l'artisanat de recyclage publié dans le journal béninois «La Nation» n° 3238 du lundi 19 mai 2003, mini documentaire diffusé sur la chaîne de télévision publique ORTB dans le cadre de notre 10<sup>ème</sup> anniversaire), l'appui matériel et financier à l'Union des Artisans Recycleurs Ouém/Plateau pour la fête du 1<sup>er</sup> mai, une conférence débat sur l'artisanat de recyclage et la contribution de PROTAIGE-Bénin au développement local, l'impression et la diffusion du livre intitulé «Artisanat de recyclage des déchets métalliques : enjeux et défis», notre contribution et participation au Salon National de l'Artisanat du Bénin (SNAB) où nous nous sommes distingués par notre implication au Comité d'Organisation et particulièrement au sous-comité Jury, la mise en jeu de 3 prix (1<sup>er</sup> prix meilleur produit recyclé : F cfa 100 000 ; 2<sup>ème</sup> prix meilleur produit recyclé : Fcfa 75 000 ; prix stand le plus propre : F cfa 25 000), l'information, l'éducation et la communication notamment à travers un stand d'exposition des publications du CIPCRE, diverses affiches et un exposé sur le thème : «L'artisan face à la gestion de l'environnement et la santé au travail».

Nous avons maintenu de bons rapports avec la plupart des services publics et parapublics de notre zone d'intervention. C'est ainsi que nous avons été cooptés au

sein des différents comités (Comité chargé d'élaborer le plan de développement communal, Comité de lutte contre le SIDA) de la Commune nouvellement érigée des Aguégus.

Le CIPCRE-Bénin a abrité la première réunion semestrielle du GAN et pris part à sa deuxième rencontre à Parakou au siège de l'ONG «Groupe d'Etude et de Recherche sur l'Environnement et de Développement (GERED)». Au cours de la 6<sup>ème</sup> Conférence Statuaire du CONGAB nous avons été élu Secrétaire à l'Information, à la Communication et à la Documentation au sein du Bureau National de la Coordination.

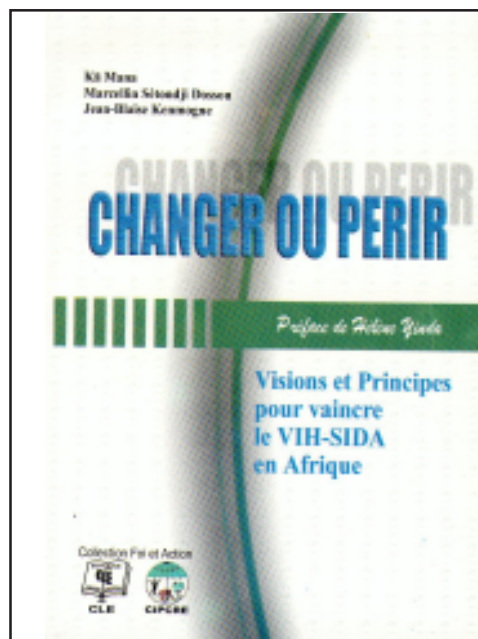
Dans la même dynamique de marketing social, l'Assemblée Locale (AL) du Bénin a tenu une première session ordinaire pour donner son avis sur le rapport d'activités 2002, le plan d'action 2003 du CIPCRE-Bénin, les termes de référence et le budget des activités du 10<sup>ème</sup> anniversaire du CIPCRE ; une deuxième pour statuer d'une part sur le compte-rendu du 10<sup>ème</sup> anniversaire, organisé avec l'appui du personnel et d'autre part pour s'informer sur l'état d'avancement du plan d'action 2003 et explorer des pistes d'acti-

vités génératrices de revenus pour le CIPCRE-Bénin. A cet effet, trois comités ont été mis sur pied pour étudier la faisabilité d'un projet d'élevage, d'un complexe de communication informatique et d'une tontine. Ces projets ont été présentés à la session extraordinaire de l'AL en novembre, laquelle a recommandé qu'ils soient approfondis.

Le Bureau de l'AL et la Direction Nationale du Bénin se sont rencontrés par sept fois pour se concerter sur les problèmes touchant à la vie et au travail de l'organisation, de même qu'ils ont rendu visite à des membres nouvellement cooptés. Les commissions Techniques CIPCRE-SU, JPSC et Zone Urbaine ont répondu à toutes les sollicitations de l'équipe exécutive.

## L'ENJEU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Notre contribution au renforcement de la société civile s'est traduite par la mobilisation des communautés religieuses, des hommes et des femmes de bonne volonté autour de la Campagne Semaines Pascales 2003, la négociation et le lobbying auprès des autorités administratives, religieuses et traditionnelles, la mise à jour du site web ([www.wagne.net/csp](http://www.wagne.net/csp)) et la production et la diffusion à la télévision camerounaise d'un documentaire de 52 minutes sur le thème de la CSP. Nous avons également produit 3 000 calendriers portant des messages écologiques significatifs à l'adresse des populations et de la société civile ; suivi un stagiaire de Pain Pour le Monde dans son travail académique sur les aspects sociaux et environnementaux de l'oléoduc Tchad-Cameroun ; procédé au démarrage effectif du Projet Lobbying Afrique - Pays-Bas dans les locaux des Editions CLE à Yaoundé. La coédition avec les Editions CLE de deux ouvrages intitulés respectivement *Divine Tag on Democracy* du Rev. Dr Timothy Njoya et *SIDA : Perspectives africaines* du Rév. Jean-Samuel Hendje Toya entre dans la même logique d'édification de la société civile sur les grands enjeux de



Une publication Clé et CIPCRE

l'heure. Un troisième, *Périr ou changer : Vision et principes pour vaincre le VIH-SIDA en Afrique du Rév. DR. Kā Mana et autres*, est en cours d'édition.

Les activités menées ont induit de nombreux effets tant au Cameroun qu'à l'extérieur. La Conférence Episcopale Nationale du Cameroun (CENC) et plusieurs Eglises de la FEMEC soutiennent formellement le mouvement de la CSP. Plusieurs organisations de la société civile (OSC) ont accueilli avec beaucoup d'enthousiasme la présence d'une représentation du CIPCRE à Yaoundé. De nombreux hommes politiques nous ont consultés pour recueillir notre point de vue sur les défis qui se profilent à l'horizon, notamment les échéances électorales de 2004. En reconnaissance de notre contribution au renforcement de la société civile, le Pasteur Jean-Blaise KENMOGNE a été désigné responsable de l'Antenne Provinciale Ouest de Transparency International Cameroun. De plusieurs pays de l'Afrique Centrale et Occidentale sont venus des demandes de formation à l'utilisation du Cahier d'Animation et en Pastorale de développement.

## UNE DIVERSITE DE TALENTS

Nous n'aurions pas mené à bien toutes les activités prévues si nous ne disposions pas d'une équipe compétente, dynamique et responsable. L'effectif total du personnel au Cameroun et au Bénin s'élève à 42 dont 27 hommes et 15 femmes tous dévoués à la cause écologique et soucieux de promouvoir le développement durable. Certains sont ingénieurs, d'autres pasteurs, d'autres encore pédagogues, juristes, documentalistes, économistes, cadres de développement, environnementalistes : une diversité de talents au service de l'unité de la création.

## NOS RESSOURCES FINANCIERES

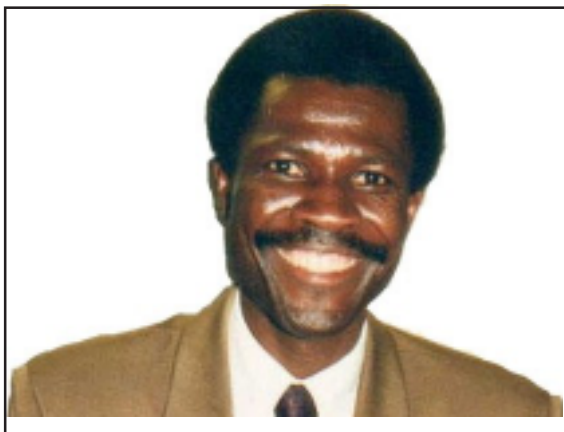
Au cours de l'année qui s'achève, nous avons mobilisé d'importantes ressources financières réparties comme suit pour la Direction Générale, le CIPCRE-Cameroun et le CIPCRE-Bénin :

Les comptes du CIPCRE sont audités et certifiés par le cabinet Price Waterhouse & Coopers, B.P. 1227 Douala, Cameroun.

Libellé	Recettes/revenus			Dépenses		
	DG+ Cam	Bénin	Total	DG+ Cam	Bénin	Total
Report au 1er janvier 2003	53 528 904	-7 297 924	46 230 980			
Produits propres	17 944 793	10 258 192	28 202 985			
Versements contractuels						
-ICCO	129 396 739		129 396 739			
-EED	111 310 860	92 944 064	204 254 924			
-MDO	19 678 710		19 678 710			
-AMA	14 988 396		14 988 396			
- Autres (DABAC)	10 501 000		10 501 000			
Equipement				86 138 015	495 000	86 633 015
Frais de personnel				75 504 239	17 236 299	92 740 538
Frais administratifs				37 114 853	12 503 159	49 618 012
Frais de programmes				145 037 016	39 767 604	184 804 620
Projet aulacode				4 682 105	0	4 682 105
Frais divers				0	0	0
<b>Total dépenses</b>				<b>348 476 228</b>	<b>70 002 062</b>	<b>418 478 290</b>
<i>Solde au 31 décembre 03</i>				<i>8 873 174</i>	<i>25 902 270</i>	<i>34 775 444</i>
<b>TOTAL</b>	<b>357 349 402</b>	<b>95 904 332</b>	<b>453 253 734</b>	<b>357 349 402</b>	<b>95 904 332</b>	<b>453 253 734</b>

Les comptes du CIPCRE sont audités et certifiés par le Cabinet Price Waterhouse & Coopers, B.P. 1227 Douala, Cameroun

# Pour Conclure



*Pasteur Jean-Blaise KENMOGNE*  
*Directeur Général du CIPCRE*

La deuxième année du PAQ 2002-2006 s'achève sur une note globalement positive. Les nombreuses activités menées dans nos différents domaines de compétences

ont donné des résultats satisfaisants. Qu'il

s'agisse des Initiatives Locales de Développement, de la Communication pour le Développement Durable, de l'Education Relative à l'Environnement en milieu scolaire, des activités liées à la dynamique Foi et Action sociale, à Genre et Développement, nous avons, avec le même élan et la même ardeur, rempli notre cahier des charges. Dans les écoles où nous intervenons, la communauté éducative adopte de plus en plus des attitudes écologiques ; dans les zones rurales où nous sommes présents, les paysans se prennent progressivement en charge ; dans les villes de Porto et de Bafoussam où notre expertise en matière d'assainissement est appréciée, les populations s'engagent résolument dans la gestion des ordures ménagères et des rebuts métalliques ultimes ; dans le paysage média-

tique africain, nous avons continué à affirmer notre originalité aussi bien sur les ondes que dans le domaine de l'écrit ; notre contribution à l'émergence de la société civile ne s'est pas démentie.

Dans ce déploiement tous azimuts de nos activités, les difficultés n'ont pas manqué : collaboration assez timide avec la communauté urbaine de Bafoussam dans l'action d'assainissement de la ville, difficulté de diffusion de nos publications, tentative de noyautage de la société civile par des organisations d'obédience étatique, difficulté d'augmenter notre niveau d'autofinancement, virements tardifs de nos partenaires financiers, annonce par ICCO de sa décision d'arrêter le partenariat financier avec nous au 31 décembre 2004, disparition tragique de deux de nos fidèles serveurs à savoir Michel TATCHUM, Caissier à la Direction Générale et Ype SCHAAF, chargé de communication auprès du Directeur Général, insuffisante prise en compte des mutations sociales dans nos stratégies d'intervention, etc.

Ces difficultés et bien d'autres nous ont conduits à envisager pour l'année prochaine un atelier sur notre avenir. Il s'agira de mettre à plat tous nos problèmes, afin de construire, sur une base consensuelle, des scénarios pour leur résolution, condition sine qua non pour refonder notre organisation.

# Le CIPCRE

## à votre service

12 ans de présence sur le chantier de l'écologie et du développement durable ont permis au CIPCRE d'accumuler un grand nombre de compétences. Aujourd'hui, ses cadres interviennent comme formateurs ou comme consultants dans les domaines suivants :

### EDUCATION RELATIVE A L'ENVIRONNEMENT (ERE)

- conception et production d'outils pédagogiques pour l'éducation environnementale (dossiers pédagogiques, Magazine d'ERE, Sketches, Théâtre) ;
- diagnostic et suivi des plans d'action environnementale en milieu scolaire ;
- accompagnement de micro-projets scolaires sur la problématique écologique ;
- formation des élèves, des étudiants et des enseignants sur la problématique écologique ;
- intégration de l'ERE dans l'enseignement ;
- conception et réalisation d'émissions radiophoniques sur l'écologie et le développement durable ;
- production de magazines de l'écologie et du développement durable ;
- création, organisation et gestion d'un centre de documentation.

### DEVELOPPEMENT DURABLE

- compostage des ordures ménagères ;
- assainissement du milieu urbain ;
- culture, conservation et promotion des plantes médicinales ;
- domestication des arbres fruitiers ;
- conservation des eaux et du sol ;
- création et gestion des forêts communautaires.

### GENRE ET DEVELOPPEMENT

- Mise en place de politiques d'intégration du genre dans les structures ;
- Planification selon le genre ;
- Elaboration d'outils de travail genre ;
- Suivi-évaluation des projets selon le genre ;
- Réalisation de diagnostic genre ;
- Appui aux micro-réalisations tenant compte du genre ;
- Formation et sensibilisation des groupes et de l'opinion publique sur le genre.

### JUSTICE ET PAIX

- Prévention et gestion des conflits ;
- Animation et formation en matière de justice et paix ;
- Accompagnement de structure de lutte contre l'impunité ;
- Appui aux groupes et aux initiatives œcuméniques ;
- Elaboration et production d'outils d'éducation et de sensibilisation sur les problèmes sociaux liés à l'éthique et au développement humain ;
- Pastorale de développement ;
- Plaidoyer ;
- Dialogue inter-religieux.

### MANAGEMENT OPERATIONNEL ET STRATEGIQUE DE PROJETS

- Montage et gestion de projets ou de micro-projets ;
- Etudes de faisabilité de projets de développement ;
- Planification, programmation, suivi et évaluation de projets ;
- Etude et suivi de micro-crédits
- Analyse interne et externe des organisations ;
- Développement organisationnel.

# Liste des abréviations

<b>ABE</b>	:	Agence Beninoise pour l'Environnement
<b>AVZ</b>	:	Agent de Vulgarisation de Zone
<b>CEDO</b>	:	Centre de Documentation
<b>CGD</b>	:	Cellule Genre et Développement
<b>CIBLO</b>	:	CIPCRE Bamenda Liaison Office
<b>CRS</b>	:	Cellule des Ressources et Stratégies
<b>CRTV</b>	:	Cameroon Radio Television
<b>CUB</b>	:	Commune Urbaine de Bafoussam
<b>DABAC</b>	:	Developpemt des Alternatives au Braconnage en Afrique Centrale
<b>DSRP</b>	:	Document stratégique de Réduction de la Pauvreté
<b>ERE</b>	:	Education Relative à l'Environnement
<b>FASA</b>	:	Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles
<b>FOWIC</b>	:	Forum for Women's Information and coordination
<b>GIC</b>	:	Groupe d'Initiative Commune
<b>INWEN</b>	:	German Foundation for Training
<b>IPPTE</b>	:	Initiative pour Pays Pauvres Très Endettés
<b>ITFU</b>	:	Ijim Tree Farmers Union
<b>JIF</b>	:	Journée Internationale de la Femme
<b>JME</b>	:	Journée Mondiale de l'Environnement
<b>JPSC</b>	:	Justice, Paix et Sauvegarde de la Création
<b>KEKUFAG:</b>	:	Kedjom Ketinguh Union of Farming Groups
<b>KFU</b>	:	Kilum Farmers Union
<b>MFU</b>	:	Mbiame Farmers Union
<b>MIDENO</b>	:	North West Development Authority
<b>MIFU</b>	:	Mezam Integrated Farmers Union
<b>MINAGRI</b>	:	Ministère de l'Agriculture
<b>MINCOF</b>	:	Ministère de la Condition Féminine
<b>MINEPAT</b>	:	Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire
<b>NESA</b>	:	Network for Sustainable Agriculture
<b>NPMFS</b>	:	Night Paddock Manuring Farming System
<b>OM</b>	:	Ordures Ménagères
<b>OP</b>	:	Ogranisation Paysanne
<b>PACDDU</b>	:	Programme d'Appui aux Capacités Décentralisées de Développement Urbain
<b>PADDL</b>	:	Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local
<b>RCA</b>	:	Regional College of Agriculture
<b>SOWEDA</b>	:	South West Development Authority
<b>UMK</b>	:	Union Madzong Kwanno
<b>UML</b>	:	Union Madzong La'a Zi zi
<b>UPEEC</b>	:	Unité de Promotion de l'Ecologie à l'Ecole
<b>UPILD</b>	:	Unité de Promotion des Initiatives Locale de Développement
<b>WWF</b>	:	World Wild Fund

# Collection Foi et Action



**CIPCRE-Edition**  
Une publication CIPCRE-CEROS

Six titres déjà ...

Une préoccupation : contribuer à la reconstruction de l'Afrique à la lumière de la foi.

En préparation :

- The divine Tag on Democracy
- Le SIDA, Perspectives africaines
- Changer ou périr
- Évangile et développement

*Tout droit de reproduction, de traduction et d'adaptation réservé pour tous pays.*

*No part of this book may be reproduced in any form, by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.*

(C) By CIPCRE-EDITION, Cameroun  
B.P. 1256 Bafoussam  
Tél. : (237) 344 66 68 Fax : (237) 344 66 69  
Email : [cipcredg@cipcre.org](mailto:cipcredg@cipcre.org)  
Web : [www.cipcre.org](http://www.cipcre.org)

## SIEGE DU CIPCRE-BENIN



*De face*

*De côté*



*De derrière*



**CIPCRE**

### DIRECTION GENERALE

BP : 1256 Bafoussam  
Tel : (237) 344 62 67  
(237) 344 66 68  
Fax : (237) 344 66 69  
E-Mail : [cipcre.dg@cipcre.org](mailto:cipcre.dg@cipcre.org)

**CIPCRE-Cameroun :** BP 1256 Bafoussam  
Tel : (237) 344 62 67 / 344 66 68  
Fax : (237) 344 66 69  
E-Mail : [cipcre.cameroun@cipcre.org](mailto:cipcre.cameroun@cipcre.org)

**Bureau de Yaoundé :** BP : 15059 Yaoundé  
Tel : (237) 968 95 14  
Fax : (237) 223 27 09  
E-Mail : [cipcre.yaoundé@cipcre.org](mailto:cipcre.yaoundé@cipcre.org)

**CIPCRE-Bénin :** BP : 287 Porto-Novo  
Tel : (229) 22 22 49  
Fax : (229) 22 30 50  
E-Mail : [cipcre.bénin@cipcre.org](mailto:cipcre.bénin@cipcre.org)

**SITE WEB :** [www.cipcre.org](http://www.cipcre.org)